

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD.

Comme chaque année, le samedi 23 et le lundi 25 novembre, à l'occasion de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes, la FSU 40 se mobilisera aux côtés des associations qui luttent pour l'égalité et contre les discriminations et les violences sexuelles dans les Landes. En solidarité avec et pour les femmes du monde entier, celles qui sont victimes de violences machistes, celles qui luttent, celles qui, avec leurs enfants, sont les premières victimes des conflits armés, des famines, des gouvernements réactionnaires et des États théocratiques, avec toutes celles qui ne peuvent pas parler, celles qui subissent des violences sexistes et sexuelles. En France, le niveau des violences reste très préoccupant : des enquêtes révèlent que les plaintes pour viols et tentatives de viols ont augmenté de 6 % en 2023 et que dans neuf cas sur dix, les femmes connaissent leur agresseur. Le procès des 51 violeurs de Gisèle Pélicot est une terrible illustration de la façon dont la culture patriarcale du viol imprègne la société et les agissements des hommes. Les Landes ne sont pas épargnées, et alors qu'il y a eu une augmentation de 7 % des faits constatés par les forces de l'ordre dans notre département en 2023, nous avons besoin d'actes, notamment budgétaires, plus que de beaux discours.

A chaque instance nous pensons qu'il ne peut pas y avoir d'autres annonces dévastatrices contre l'Ecole publique. Mais si! Après l'annonce de 4000 suppressions d'emplois enseignants dont 3155 dans le 1er degré, le gouvernement propose dans l'examen du budget le passage à 3 jours de carence pour les fonctionnaires ainsi qu'une rémunération des congés maladie à 90% et la suppression de la GIPA. Difficile d'y voir autre chose qu'une attaque ciblée sur les fonctionnaires qu'il fallait pourtant remercier et applaudir en période COVID... Une telle annonce ne peut provoquer évidemment que la colère de nos collègues. C'est de la démagogie, quand on sait le nombre exponentiel de nouveaux millionnaires en France (+47000 en 2023), quand on sait que la part des 500 plus grosses fortunes de France est passée de 28% à 42% du PIB en 5 ans, quand on sait que la fraude fiscale est estimée entre 60 et 80 milliards d'euros d'après Bercy... et on veut faire payer les fonctionnaires malades ??

Et pour ajouter encore une dose de mépris envers la profession, voilà les propos de l'ancien président de la République, Monsieur Nicolas Sarkozy sur les professeurs des écoles : «le statut des PE, c'est 24h par semaine, 6 mois de l'année. Je sais il faut préparer les cours...maternelle Grande Section...». Les enseignants de maternelle n'avaient déjà pas oublié les paroles de son ministre de l'Education Nationale de l'époque, Monsieur Darcos qui expliquait que leur fonction était essentiellement de faire faire la sieste à des enfants ou de leur changer les couches ! Ce prof-bashing, lamentable n'est plus supportable!

Certes dans les Landes, Monsieur le DASEN, nous sommes bien mieux lotis qu'ailleurs. Certes nous notons, comme vous, la baisse démographique. Certes nous notons, comme vous, la baisse du taux d'encadrement moyen.

Nous n'aurons de cesse néanmoins de rappeler que les élèves d'aujourd'hui sont le reflet d'une société qui devient de plus en plus agressive, violente, sans repère, sans filtre...

Nous n'aurons de cesse de rappeler également d'autres chiffres : nombre grandissant de fiches RSST RPS rapportant des faits de violences d'enfant contre d'autres, contre les adultes, nombre grandissant d'intervention des collègues chargés de la régulation scolaire, nombre grandissant de prescription d'accompagnement d'élèves en situation de handicap non honorés à hauteur des besoins, manque cruel de formation pour les équipes enseignantes afin de pouvoir faire face à ces nouveaux défis...

Les résultats des élèves landais sont bons, souvent au-dessus des moyennes nationales. Est-ce pour cela que nous devrions payer plus lourdement que d'autres ?

Mme la Ministre souhaite élever le niveau tout en baissant le nombre d'enseignant.es... Pour une formation en recette de cuisine dans sa fabrique de domestiques à Singapour, baissait-elle le grammage de sucre pour sucrer davantage un gâteau ?

Concernant les effectifs pour le second degré, de nombreuses divisions sont très proches des seuils de création de divisions, voire le dépassent, comme au collège d'Hagetmau. Il faut noter que 70% des ULIS du département dépassent le seuil réglementaire des 10 élèves (contrairement aux ULIS du privé), allant parfois jusqu'à 14 ou 16 élèves, au mépris des réalités liées à l'inclusion des élèves à besoins particuliers. Concernant la baisse annoncée des effectifs en raison de la démographie, elle ne fait pas non plus l'objet d'une opportunité pour conserver des moyens et ainsi améliorer les conditions d'étude des élèves. A ce propos, il faut s'interroger sur le fait que la baisse des effectifs est plus importante dans le public que dans le privé. Les annonces de la nouvelle ministre sont loin de répondre aux problématiques rencontrées et attentes des personnels : aucun moyen supplémentaire pour les enseignements et la revalorisation des personnels, suppressions de poste, mise en place de l'acte 2 Choc des Savoirs alors que la réforme a nettement dégradé les conditions de travail des personnels sans que les apprentissages des élèves s'en trouvent améliorés, DNB obligatoire dès la session 2027, amorçant ainsi une fin de scolarité obligatoire à 15 ans, des sorties précoces sans diplôme et un contrat de travail pour tout avenir avec le recours forcé à l'apprentissage. Au lycée, rien sur les effets discriminants de la réforme et le cadre des épreuves, mais pourtant la nouvelle ministre recycle l'annonce sur l'épreuve anticipée de mathématiques sans réflexion sur son exploitation dans Parcoursup. La FSU défend une École publique ambitieuse pour l'ensemble des élèves qui les porte au plus haut niveau de formation et de qualification avec un accès le plus large possible à l'enseignement supérieur.

Merci Monsieur le DASEN pour votre attention, mais surtout pour faire remonter la colère des fonctionnaires clairement dans le viseur d'un gouvernement qui ne reflète pas le vote des Français.es au second tour des élections législatives.

***La délégation FSU : Mme Bordessoules, Mme Sabathé, Mme Vigneau Laffargue et M Fayemendy***

